

Financer les retraites : les 7 propositions de l'UNSA

1- Remettre en cause la loi TEPA - suppression du bouclier fiscal et de l'exonération des heures supplémentaires = 1, 2 milliard d'euros de recettes supplémentaires pour les retraites

2- Mettre fin aux exonérations de charges sociales non compensées = 1, 2 milliard d'euros

3- Taxer les stocks-options, l'intéressement et la participation : rapprocher le forfait social sur l'intéressement (4% aujourd'hui) du taux de cotisation patronal = environ 1 milliard d'euros

4- Augmenter la CSG d'un point : augmenter la CSG, c'est aussi faire participer les revenus des capitaux à la solidarité, la recette pouvant être répartie entre l'assurance maladie et les retraites.

5- Rendre effective l'augmentation de 0,3 point de la cotisation vieillesse.

À elles seules, ces mesures produiraient de l'ordre de 10 milliards d'euros.

6- Reconsidérer les 30 milliards d'euros d'exonérations de charges sociales compensées par le budget de l'Etat, sur la base d'une évaluation sérieuse de leur efficacité en matière d'emploi.

7- Renforcer la croissance et l'emploi pour garantir les retraites. Des salariés plus nombreux et des revenus plus élevés ne peuvent que réduire l'intensité des efforts financiers de chacun.

L'UNSA demande également que des mesures spécifiques soient prises pour :

- **Augmenter l'activité des femmes** en leur permettant de mieux concilier vies professionnelle et personnelle ;
- **Assurer l'égalité salariale** entre femmes et hommes.

Pour l'UNSA, dans un contexte de déséquilibre démographique, sauvegarder notre système de retraite nécessitera des efforts.

«Mais des efforts justes et socialement partagés».

+Solidaire l'Unsa!

